



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

Mali

# DIEM – Données en situations d'urgence Bulletin de suivi, cycle 7

Résultats et recommandations  
Février 2024

## Résultats clés

- > Soixante-douze pour cent des ménages ont été confrontés à au moins un choc au cours des trois mois précédant l'enquête. Parmi les chocs les plus fréquents figurent les prix élevés des denrées alimentaires (21 pour cent), la sécheresse (15 pour cent) et le prix des carburants (11 pour cent). La violence, l'insécurité et les conflits concernent particulièrement la région de Ménaka (91 pour cent).
- > Quatre-vingt-quatre pour cent des cultivateurs ont rapporté des difficultés de production, notamment le manque d'eau (60 pour cent) et l'accès aux engrais (44 pour cent).
- > Les éleveurs sont quant à eux 70 pour cent à avoir rencontré des difficultés de production, notamment l'accès aux aliments pour le bétail (57 pour cent), les maladies animales (43 pour cent), l'accès aux pâturages (33 pour cent) ainsi que l'accès aux services et aux intrants vétérinaires (31 et 26 pour cent).
- > D'après l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (échelle FIES), 27 pour cent des ménages ont connu une insécurité alimentaire récente modérée ou grave, l'insécurité grave touchant 5 pour cent d'entre eux. La Ménaka est particulièrement concernée, l'insécurité alimentaire récente modérée ou grave atteignant 98 pour cent dans cette région.
- > L'analyse de l'échelle de la faim révèle que 88 pour cent des ménages ont connu peu ou pas de faim. Selon le score de diversité alimentaire, 74 pour cent des ménages présentent une diversité alimentaire élevée, 19 pour cent une diversité alimentaire moyenne et 7 pour cent une diversité alimentaire faible.
- > La moitié des ménages n'a pas mis en place de stratégies d'adaptation. Les stratégies d'adaptation ont été orientées vers des stratégies des stress (27 pour cent), suivies par des stratégies d'urgence (13 pour cent) et de crise (9 pour cent).
- > Quatre-vingt-dix-huit des ménages interrogés déclarent avoir besoin d'assistance dans les trois à six mois suivant l'enquête. Globalement, les besoins essentiels demeurent la nécessité de disposer d'argent liquide (80 pour cent) et de nourriture (74 pour cent).
- > Les mesures d'urgence préconisées incluent une assistance aux ménages en situation d'insécurité alimentaire grave, en particulier dans les régions du nord touchées par l'insécurité (Ménaka), à travers la mise en œuvre des projets d'urgence pour couvrir les besoins alimentaires prioritaires. Le recours au cash inconditionnel doit être privilégié dans les zones appropriées.

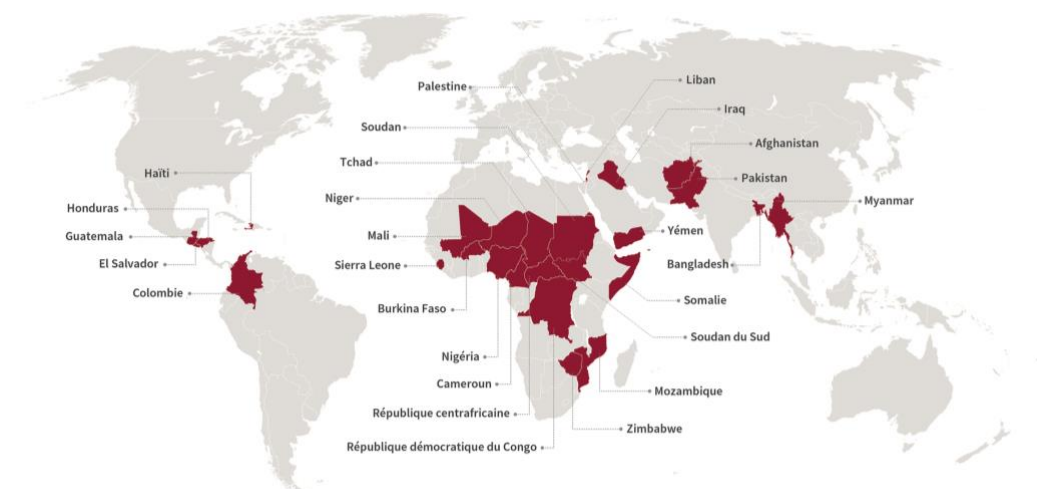
## Méthodologie

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mené au Mali, entre le 18 décembre 2023 et le 5 janvier 2024, le septième cycle de l'enquête Données en situations d'urgence (DIEM-Suivi) auprès des ménages afin d'évaluer les moyens d'existence agricoles et la sécurité alimentaire.

Les données ont été collectées en face à face lors d'enquêtes menées auprès de 1 920 ménages dans toutes les régions du Mali, à l'exception de Bamako et de Kidal.<sup>1</sup> L'enquête est représentative à l'échelle régionale et le plan d'échantillonnage a été conçu avec une marge d'erreur de 10 pour cent. Des pondérations ont été appliquées en fonction de la taille de la population.

La collecte de données a eu lieu pendant la saison sèche suivant la récolte. Les résultats de ce septième cycle de collecte sont ici comparés à ceux des cycles 6 (octobre 2023, saison hivernale), 5 (août 2023, saison sèche, période de soudure pastorale), 4 (septembre 2022, saison hivernale, période de soudure agricole) et 3 (mars 2022, contre-saison).

Figure 1. Pays bénéficiant du système DIEM-Suivi



**Source des données:** FAO. 2023. DIEM-Suivi. Dans: *FAO Plateforme Données en situations d'urgence*. Rome. [Consulté le 20 juillet 2023] <https://data-in-emergencies.fao.org/>

**Source de la carte:** Nations Unies Géospatiale. 2023. Carte du monde. Dans: *Nations Unies*. [Consultée le 12 juillet 2023]. <https://www.un.org/geospatial/content/map-world-1>

Les pointillés correspondent approximativement à la ligne de contrôle au Jammu-et-Cachemire convenue par l'Inde et le Pakistan. Les parties n'ont pas encore réglé la question du statut définitif du Jammu-et-Cachemire. Le tracé définitif de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud n'a pas encore été défini.

---

<sup>1</sup> L'insécurité observée dans le Kidal n'a pas permis d'organiser de collecte de données en face à face dans cette région.

#### À propos de DIEM-Suivi

La FAO a mis en place le système DIEM-Suivi pour collecter, analyser et diffuser des données sur les chocs, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire dans les pays concernés par de multiples chocs. DIEM-Suivi vise à étayer la prise de décision en fournissant des informations régulièrement mises à jour sur la façon dont les différents chocs touchent les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des populations impliquées dans l'agriculture.

DIEM-Suivi repose sur des tableaux de bord présentés par pays. Le lecteur est invité à explorer ces tableaux afin d'obtenir davantage d'informations sur le contexte du Mali et des autres pays suivis.

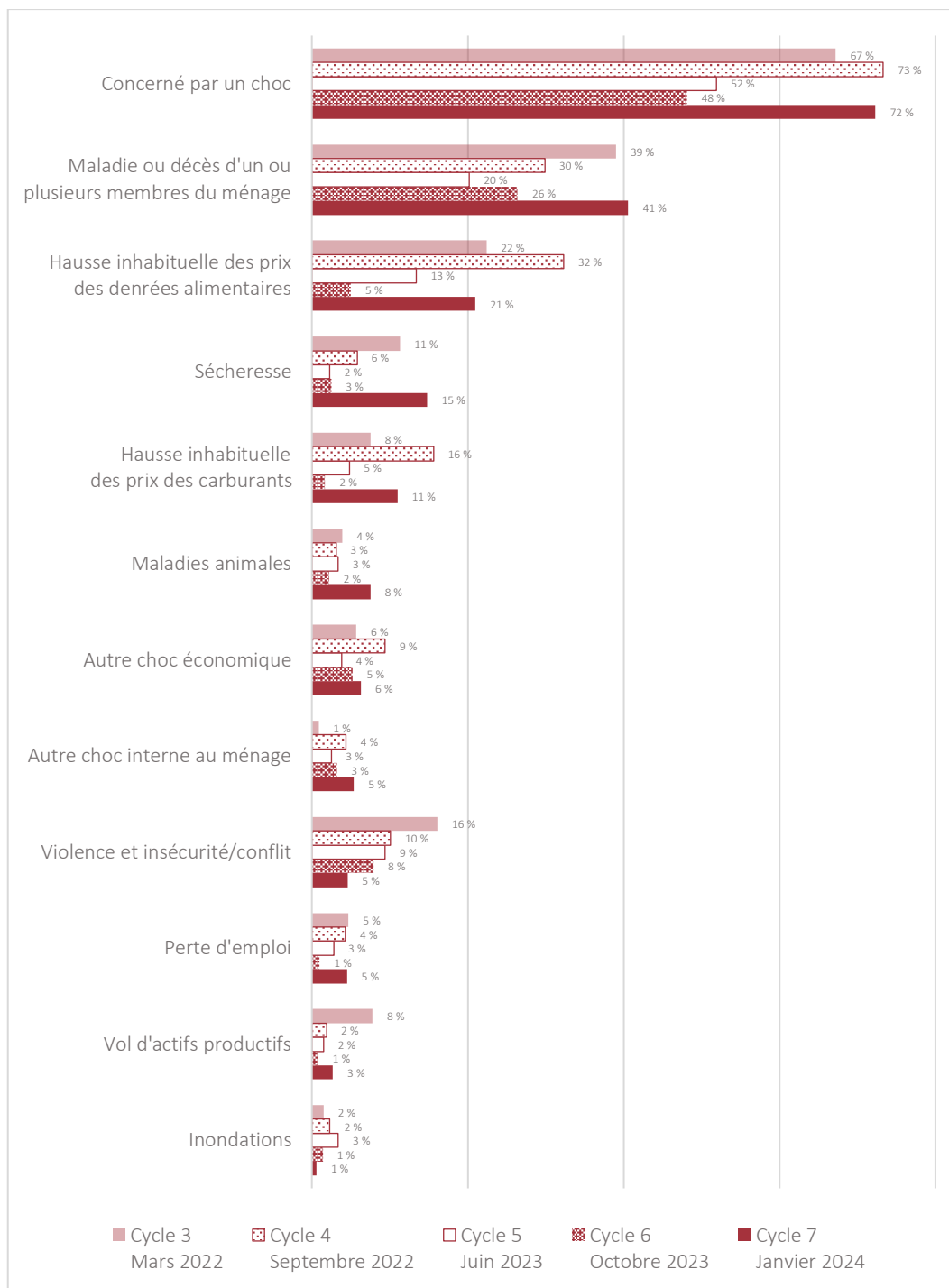
> Pour plus d'informations: <https://data-in-emergencies.fao.org/pages/monitoring>

## Revenus et chocs

Soixante-douze pour cent des ménages ont été confrontés à au moins un choc au cours des trois mois précédant l'enquête. Le choc le plus fréquent a été la maladie ou le décès d'un ou plusieurs membres du ménage (41 pour cent), suivi par la hausse des prix des denrées alimentaires (21 pour cent) (figure 2). Cette inflation est particulièrement rapportée à Gao (62 pour cent), Mopti (41 pour cent) et Tombouctou (35 pour cent). La sécheresse a globalement concerné 15 pour cent des ménages interrogés, mais ce taux atteint 53 pour cent à Koulikoro. Les autres chocs incluent le prix élevé des carburants ou des transports (11 pour cent), notamment dans les régions de Mopti (31 pour cent) et de Tombouctou (22 pour cent). La violence, l'insécurité et le conflit sont signalés par 91 pour cent des ménages de Ménaka.

Cinquante-trois pour cent des ménages signalent une diminution de leur revenu principal au cours des trois mois précédant l'entretien, par rapport à la même période d'une année normale, notamment en raison de la sécheresse. Ce taux atteint 96 pour cent à Ménaka, 68 pour cent à Mopti et 64 pour cent à Koulikoro.

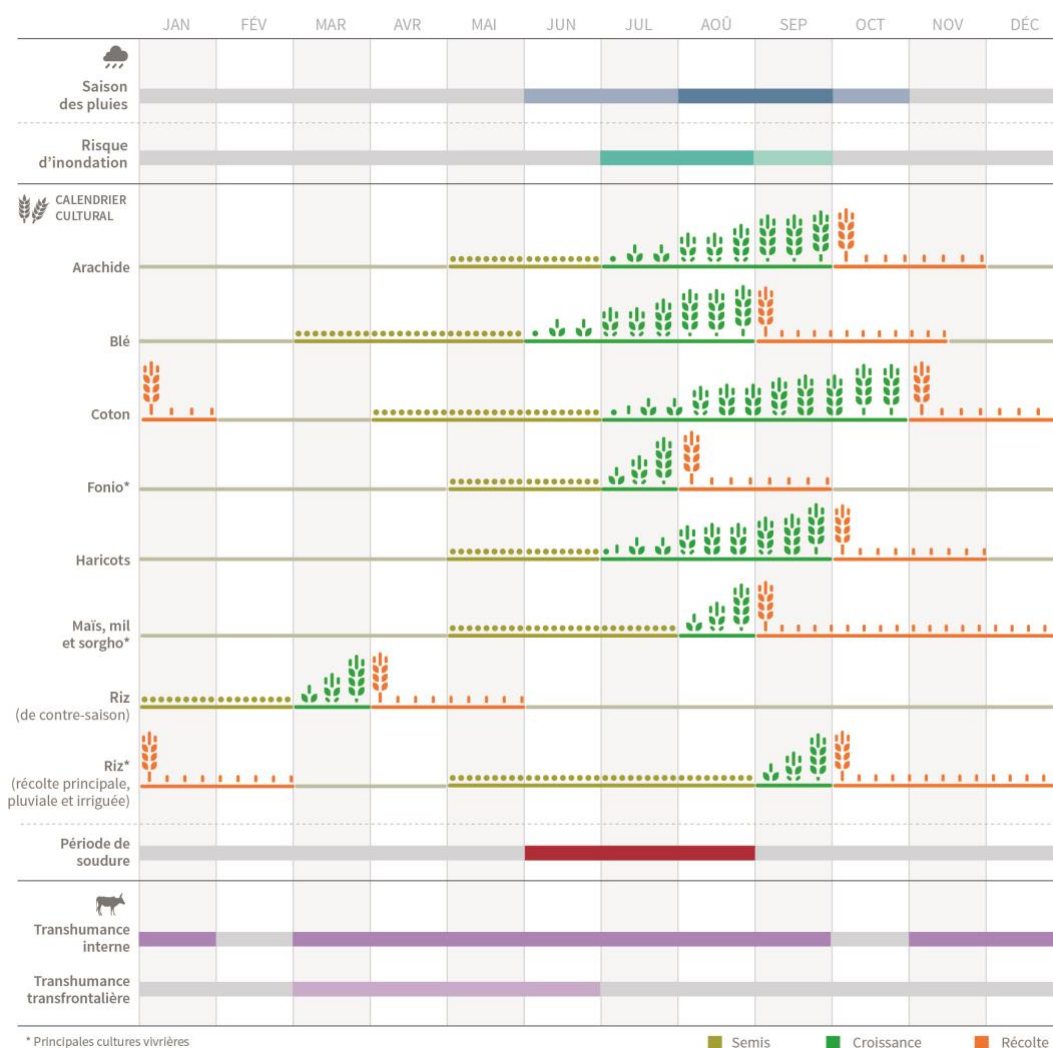
Figure 2. Principal choc au cours des trois mois précédant l'enquête  
(pourcentage de ménages interrogés)



Source: FAO. 2024. Mali: résultats des évaluations DIEM-Suivi (mars et septembre 2022, juin et octobre 2023, janvier 2024). Dans: *FAO Plateforme Données en situations d'urgence*. Rome. [Consulté le 22 janvier 2024]. <https://data-in-emergencies.fao.org>

## Cultures

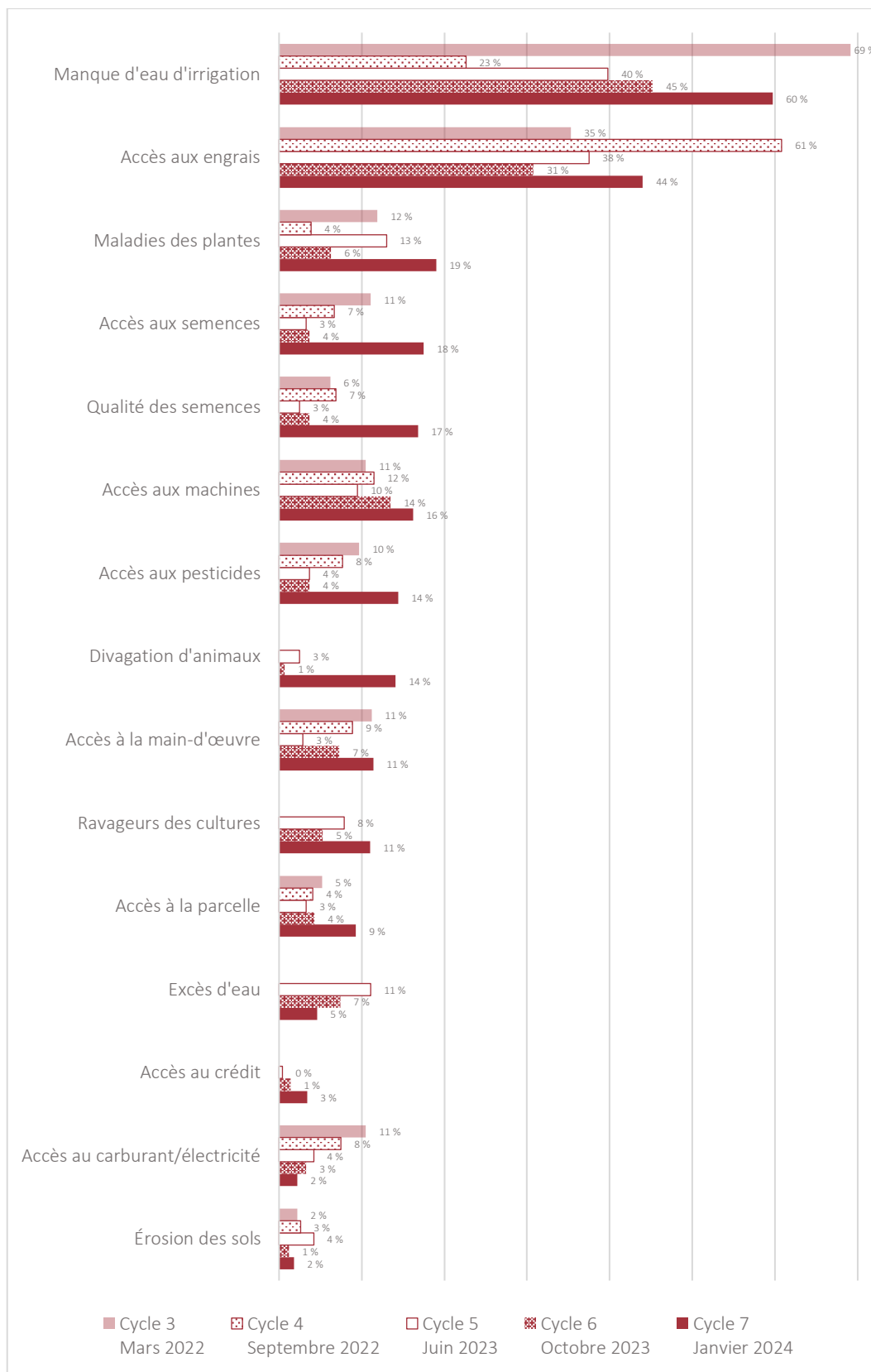
Figure 3. Calendrier agricole du Mali



Source: FAO. 2023. SMIAR Rapport de synthèse par pays: Mali. Dans: FAO, 5 juin 2023. Rome. [Consulté le 22 janvier 2024]. <https://www.fao.org/giews/countrybrief/country.jsp?code=MLI&lang=fr>

Parmi les ménages interrogés, 67 pour cent sont des producteurs de cultures. Ils sont 84 pour cent à rapporter des difficultés de production, en particulier à Koulikoro (97 pour cent), Ménaka (95 pour cent), Gao (92 pour cent) et Tombouctou (90 pour cent). La principale difficulté a été le manque d'eau destinée à l'agriculture (60 pour cent) — notamment à Koulikoro (89 pour cent), Kayes (70 pour cent), Ségou (68 pour cent) —, suivi par le manque d'accès aux engrais (44 pour cent) — surtout à Tombouctou (80 pour cent) et Sikasso (84 pour cent). Les autres difficultés incluent la maladie des plantes (19 pour cent) — surtout à Ménaka (52 pour cent), Mopti (41 pour cent) et Gao (37 pour cent) — l'accès à suffisamment de semences (18 pour cent) — surtout à Mopti (39 pour cent) et Tombouctou (38 pour cent) — et à des semences de qualité (17 pour cent) — surtout à Tombouctou (49 pour cent), Mopti (33 pour cent) et Sikasso (30 pour cent) (figure 4).

Figure 4. Difficultés liées à la production de cultures (pourcentage de cultivateurs interrogés)



Source: FAO. 2024. Mali: résultats des évaluations DIEM-Suivi (mars et septembre 2022, juin et octobre 2023, janvier 2024). Dans: *FAO Plateforme Données en situations d'urgence*. Rome. [Consulté le 22 janvier 2024]. <https://data-in-emergencies.fao.org>

NB: La modification des options de réponses du questionnaire entre les cycles 4 et 5 ne permet pas de comparer certaines données avec les cycles précédents.

Cinquante-six pour cent des cultivateurs ont déclaré une légère diminution de leur récolte par rapport à une année normale. Ce taux atteint 74 pour cent à Ménaka, 62 pour cent à Tombouctou et Koulikoro, 59 pour cent à Sikasso et 57 pour cent à Ségou.

Une analyse croisée montre que les ménages bénéficiant d'un niveau d'éducation plus élevé signalent moins de difficultés dans la production végétale. La comparaison avec les cycles précédents révèle que la sécheresse et l'accès aux engrais demeurent les défis majeurs des cultivateurs.

En outre, 36 pour cent d'entre eux signalent des difficultés pour vendre leur récolte au cours des trois mois précédant l'entretien. Les principaux obstacles demeurent le coût élevé des transports ou de la commercialisation (59 pour cent globalement, et 84 pour cent à Mopti et 82 pour cent à Koulikoro), les difficultés d'accès au marché (50 pour cent, et 75 pour cent à Mopti), les faibles prix de vente (49 pour cent, et 75 pour cent à Sikasso, 73 pour cent à Ségou et 71 pour cent à Koulikoro) et la baisse de la demande des clients ou des commerçants habituels (36 pour cent).

La hausse des prix des denrées alimentaires est analysée comme liée non seulement à la diminution des récoltes due à la sécheresse dans certaines régions, mais aussi à la hausse inhabituelle des prix des carburants. Il convient également de noter un lien entre coûts élevés de transport ou de commercialisation et difficultés de vente.

## Élevage

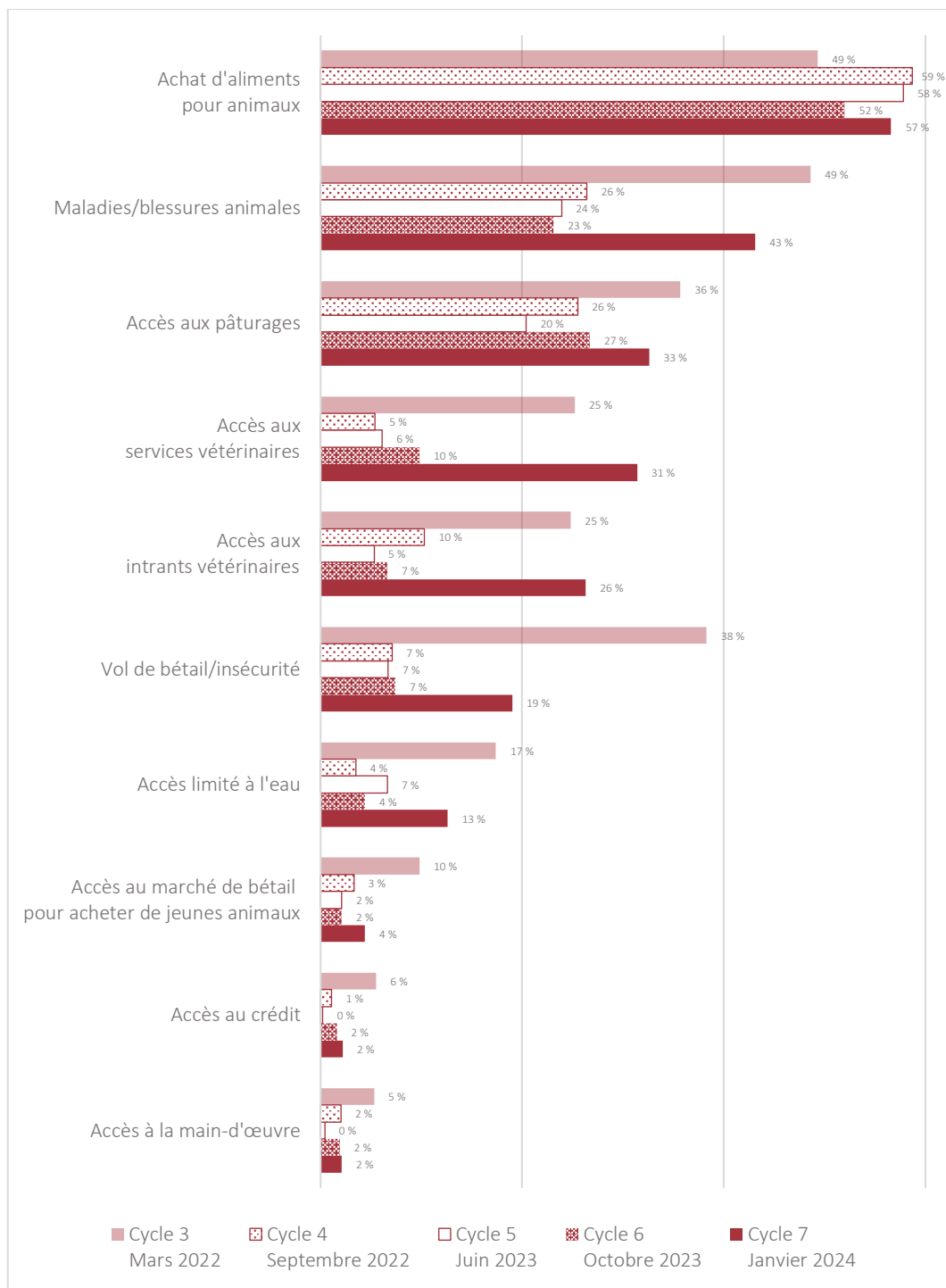
Parmi les 57 pour cent de ménages éleveurs interrogés, 70 pour cent ont rencontré des difficultés, notamment l'accès aux aliments pour animaux (57 pour cent), en particulier dans les régions de Mopti (79 pour cent), Tombouctou (66 pour cent), Ségou (65 pour cent) et Kayes (57 pour cent) (figure 5). Viennent ensuite les maladies animales (43 pour cent globalement et 54 pour cent à Gao, 53 pour cent à Sikasso, 44 pour cent à Koulikoro et 43 pour cent Kayes), l'accès aux pâturages (33 pour cent) ainsi que l'accès aux services et aux intrants vétérinaires (respectivement 31 et 26 pour cent).

Le vol de bétail reste une préoccupation selon 83 pour cent des éleveurs de Ménaka et 86 pour cent de ceux de Gao. En effet, la situation pastorale a été marquée par l'insécurité et la sécheresse, cette dernière entraînant un déficit de production de biomasse dans le nord du pays et laissant présager une soudure pastorale précoce en 2024, surtout à Ménaka. Les éleveurs sont également confrontés à la hausse des prix des carburants. Enfin, par rapport au cycle de collecte précédent, on observe une augmentation de 20 points des maladies animales.

Ainsi, globalement 45 pour cent d'éleveurs indiquent une diminution du nombre de têtes de bétail par rapport à l'année précédente. Ce taux atteint 92 pour cent à Ménaka, 74 pour cent à Mopti et 73 pour cent à Gao. Les raisons invoquées sont les pertes d'animaux causées par les maladies animales (20 pour cent) et les ventes de détresse (16 pour cent).



Figure 5. Difficultés liées à la production animale (pourcentage d'éleveurs interrogés)



Source: FAO. 2024. Mali: résultats des évaluations DIEM-Suivi (mars et septembre 2022, juin et octobre 2023, janvier 2024). Dans: FAO Plateforme Données en situations d'urgence. Rome. [Consulté le 22 janvier 2024]. <https://data-in-emergencies.fao.org>

Trente-cinq pour cent des éleveurs ont rencontré des difficultés pour vendre leur production au cours des trois mois précédant l'entretien en raison de la baisse des prix de vente (56 pour cent), des coûts de transport ou des autres frais de commercialisation élevés (54 pour cent), des dommages et pertes au cours du transport ou des difficultés d'accès aux marchés (47 pour cent). Les retards de paiement des commerçants ou des acheteurs concernent 34 pour cent des éleveurs.

## Sécurité alimentaire

D'après l'échelle FIES, 27 pour cent des ménages ont connu une insécurité alimentaire récente modérée ou grave. Ce taux s'élève à 41 pour cent à Gao, 63 pour cent à Tombouctou et jusqu'à 98 pour cent à Ménaka. L'insécurité grave récente concerne globalement 5 pour cent des ménages et 39 pour cent à Ménaka<sup>2</sup>. Les ménages touchés par la hausse inhabituelle des prix des denrées alimentaires et du carburant, ainsi que par la sécheresse sont davantage susceptibles de connaître une insécurité alimentaire modérée ou grave.

Le pourcentage des ménages qui ont connu une insécurité alimentaire récente modérée ou grave a globalement diminué au dernier cycle en comparaison avec les cycles de collecte précédant. Néanmoins, l'insécurité alimentaire a augmenté dans certaines régions, notamment Ménaka et Tombouctou.

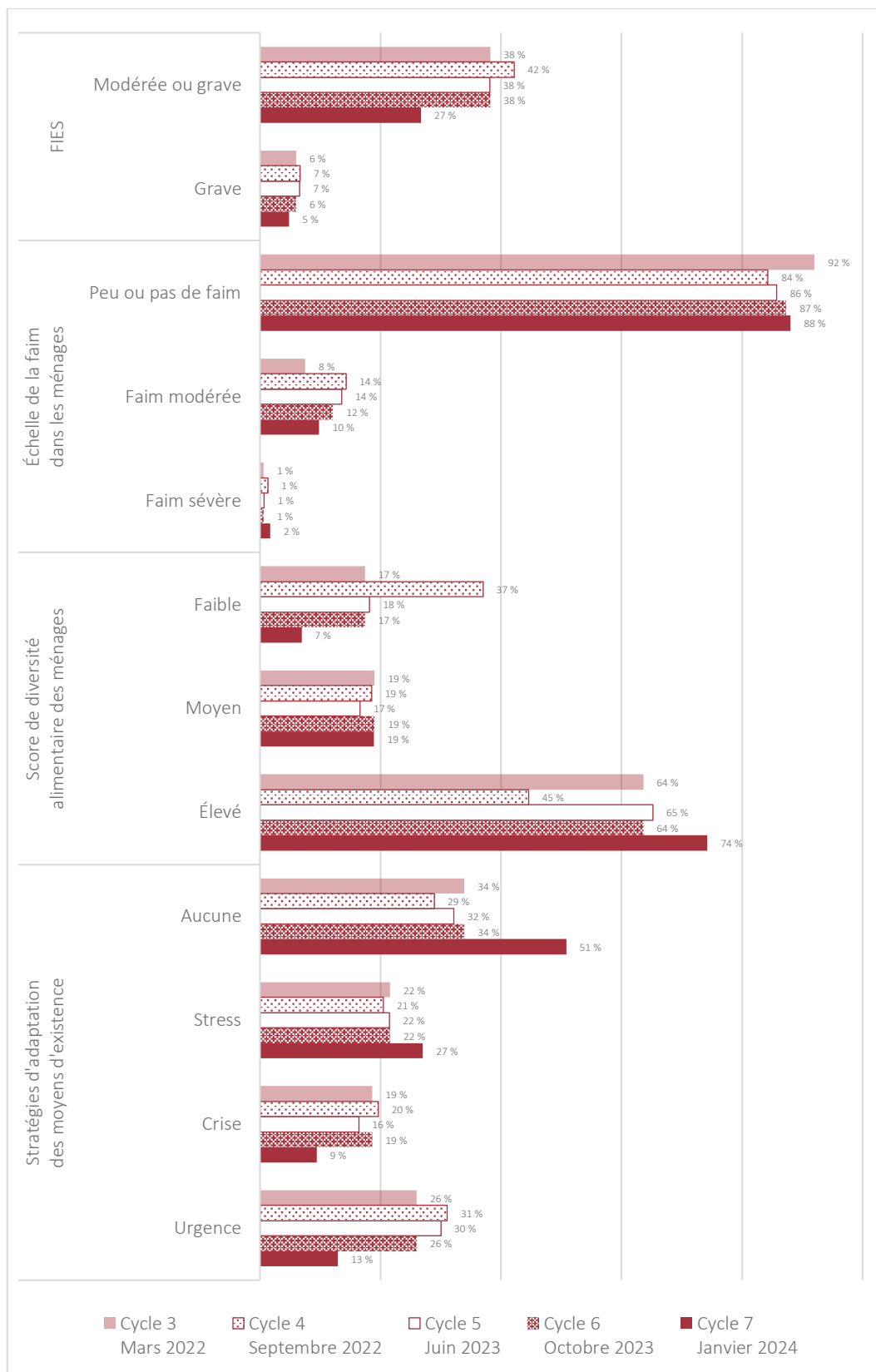
L'analyse de l'échelle de la faim dans les ménages révèle que 88 pour cent ont connu peu ou pas de faim, 10 pour cent un niveau de faim modéré et 2 pour cent un niveau de faim sévère. Selon les scores de diversité alimentaire des ménages, 74 pour cent présentent une diversité alimentaire élevée, 19 pour cent une diversité alimentaire moyenne et 7 pour cent une diversité alimentaire faible. Un lien étroit est observé entre le niveau d'éducation du chef de ménage et le score de diversité alimentaire.

La plupart des ménages n'a pas mis en place des stratégies d'adaptation (51 pour cent), taux en hausse de 18 points par rapport au cycle précédent. Les stratégies d'adaptation ont été orientées principalement sur des stratégies des stress (27 pour cent), suivies par des stratégies d'urgence (13 pour cent) et des stratégies de crise (9 pour cent).

---

<sup>2</sup> Les résultats FIES sont susceptibles d'être modifiés. L'échelle nationale évolue au fil des cycles de collecte de données, offrant davantage de cohérence pour comparer ces derniers entre eux

Figure 6. Évolution d'indicateurs de sécurité alimentaire (pourcentage de ménages interrogés)



Source: FAO. 2024. Mali: résultats des évaluations DIEM-Suivi (mars et septembre 2022, juin et octobre 2023, janvier 2024). Dans: FAO Plateforme Données en situations d'urgence. Rome. [Consulté le 22 janvier 2024]. <https://data-in-emergencies.fao.org>

## Besoins

La majorité des répondants (98 pour cent) a déclaré avoir besoin d'assistance dans les trois à six mois suivant l'enquête. Globalement, l'argent liquide (80 pour cent) et la nourriture (74 pour cent) sont les plus cités.

Plus spécifiquement, les cultivateurs ont exprimé le besoin de disposer d'intrants pour la production végétale ou de légumes (63 pour cent), d'infrastructures pour la production végétale (33 pour cent) et de formations et de conseils techniques (25 pour cent). Les éleveurs quant à eux ont demandé des aliments pour le bétail (46 pour cent), des formations et conseils techniques pour la production animale (25 pour cent), des services vétérinaires (25 pour cent) et des infrastructures pour le bétail (17 pour cent).

Il faut souligner que les ménages ayant subi la sécheresse rapportent des besoins plus importants.

## Recommandations

### Court terme

- > Apporter une assistance immédiate aux ménages en situation d'insécurité alimentaire grave à travers des actions d'urgence, en particulier dans les régions du nord du pays touchées par l'insécurité, Ménaka notamment.
- > Organiser des distributions de cash inconditionnel au profit des ménages les plus vulnérables pour couvrir les besoins alimentaires prioritaires.

### Moyen terme et long terme

- > Soutenir le développement de cultures céréalières sèches et irriguées, notamment par l'aménagement de parcelles et la mise à disposition de fumure organique pour les cultures céréales sèches (mil, sorgho, maïs).
- > Établir des périmètres irrigués villageois et promouvoir des cultures maraîchères et du micro-jardinage, pour favoriser une alimentation diversifiée qui améliore le statut nutritionnel des ménages.
- > Fournir des intrants agricoles (en particulier engrais et semences) en facilitant leur transport, notamment dans les zones d'insécurité dont l'accès est limité.
- > Encourager les campagnes de vaccination du cheptel grâce à la mise à disposition de vaccins (achat, acheminement et distribution aux services vétérinaires étatiques et privés).
- > Faciliter l'accès à l'aliment pour le bétail (notamment aux concentrés) en anticipant l'appui pour la soudure pastorale 2024 qui s'annonce difficile pour les éleveurs les plus touchés par le déficit fourrager, notamment dans les zones du nord, et en particulier à Ménaka.



**USAID**  
DU PEUPLE AMERICAIN

L'élaboration de ce rapport a été rendue possible grâce au soutien du peuple américain à travers l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu du rapport relève de la seule responsabilité de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et ne reflète pas nécessairement la position de l'USAID ou du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

## Contacts

### Représentation de la FAO au Mali

FAO-ML@fao.org  
@FAOMali  
Bamako, Mali

### Bureau des urgences et de la résilience

Data-in-emergencies@fao.org  
data-in-emergencies.fao.org | @FAOEmergencies  
Rome, Italie

### Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Les frontières et les noms et autres appellations qui figurent sur cette carte n'impliquent de la part de la FAO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes pointillées sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

FAO. 2024. *Mali: DIEM – données en situations d'urgence. Bulletin de suivi, cycle 7. Résultats et recommandations, février 2024.* Rome.  
<https://doi.org/10.4060/cc9583fr>



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO